

| le savoir vivant |



CÉRÉMONIE

DE REMISE DES DIPLÔMES

VENDREDI 11 NOVEMBRE 2016 À 18H30

BÂTIMENT ANTHROPOLE, AUDITOIRE 1031

Unil

UNIL | Université de Lausanne

IDHEAP

Institut de hautes études
en administration publique

www.unil.ch/idheap

PROGRAMME DE LA CÉRÉMONIE DE REMISE DES DIPLÔMES

18h ³⁰	Accueil en musique – <i>Le Printemps des 4 saisons de Astor Piazzolla</i>	M. Steve Alexandre au piano Mme Lina Luzzi au violoncelle Mme Gabrielle Maillard au violon
18h ³⁵	Ouverture de la cérémonie	Prof. Andreas Ladner, Directeur de l'IDHEAP et Vice-doyen de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique
18h ⁴⁰	Master PMP Présentation par le responsable du programme Remise des grades	Prof. Giuliano Bonoli Prof. Andreas Ladner Prof. Roberto Baranzini, Vice-doyen de la Faculté des sciences sociales et politiques
19h ⁰⁰	Intermède musical – <i>La Cumparsita de Gerardo Matos Rodríguez</i>	M. Steve Alexandre, Mme Lina Luzzi et Mme Gabrielle Maillard
19h ⁰⁵	Intervention	Dr Dr h.c. Barbara Haering, Présidente de la Fondation de l'Institut de hautes études en administration publique
19h ²⁰	Diplômes et MAS en administration publique Présentation par le responsable du programme Remise des diplômes	Prof. Yves Emery Dr Dr h.c. Barbara Haering Prof. Andreas Ladner
19h ⁵⁰	Intermède musical – <i>Oblivion de Astor Piazzolla</i>	M. Steve Alexandre, Mme Lina Luzzi et Mme Gabrielle Maillard
19h ⁵⁵	Doctorat en administration publique Présentations par les Directeurs de thèses Remise des grades	Prof. Martial Pasquier, Vice-recteur UNIL et les Directeurs de thèses
20h ¹⁰	Présentation de l'AD-IDHEAP	Mme Estelle Papaux, Présidente de l'Association des diplômé-e-s de l'IDHEAP
20h ¹⁵	Remise des prix	Prof. Giuliano Bonoli, Prof. Yves Emery et Prof. Andreas Ladner
20h ²⁵	Sortie en musique – <i>Libertango de Astor Piazzolla</i> Photographies officielles	M. Steve Alexandre, Mme Lina Luzzi et Mme Gabrielle Maillard



Diplômé·e	Titre du mémoire	Dir. du mémoire Expert·e
Abdelrahman Abu El Hassan	Analyse comparée des évaluations de durabilité (EDD) dans la Nouvelle politique régionale (BE/NE/JU)	S. Nahrath K. Horber-Papazian
Joël Aguet	La culture mise en prix. Les prix culturels en Suisse	S. Nahrath J.-Y. Pidoux
Marjolaine Blanc	L'engagement organisationnel dans le cadre de la formation professionnelle : le cas des apprentis de l'EPFL	Y. Emery D. Giauque
Vincent Canu	Accélérer la mise sur le marché des produits déjà homologués à l'étranger, l'application concrète de l'article 13 LPT par Swissmedic	F. Maiani M. Maggetti
Marco Cavallaro	Internationalization dynamics in the Swiss Corporate Tax Reform III	F. Maiani A. Ladner
Emilie Chassot	Analyse de la politique lausannoise de promotion du vélo sous l'angle de ses changements d'échelles	S. Nahrath J. Dupuis
Carlos-Felipe Correa Gonzalez	La politique anti-terroriste en Suisse : une affaire de politiques ?	B. Haering M. Maggetti
Pierre-Michel Cotroneo	Sous la contrainte populaire. Évolution des règles et en particulier des clauses temporelles contraignantes en matière d'initiative populaire fédérale	L. Mader A. Ladner
Marco di Corcia	Le système opératif LEX du « Movimento 5 Stelle » : une nouvelle forme de démocratie participative online	M. Maggetti A. Pilotti
Marine Durand	La politique de la formation professionnelle dans le Canton de Vaud : encouragement et renforcement de la maturité professionnelle	S. Nahrath G. Bonoli
Sophie Eckert	Enquête sur la satisfaction des festivaliers de la première édition des Rencontres de Genève Histoire et Cité	J.-L. Chappelet T. Brero
Sanie Fejzi	La motivation à l'égard du Service Public : analyse qualitative des conseillers en réadaptation professionnelle de l'OAI de Genève	Y. Emery D. Giauque
Michael Ghiorghis	Défaillances systémiques et transferts Dublin : une réception oblique de la jurisprudence luxembourgeoise par les juges nationaux	F. Maiani M. Nguyen
Abigaëlle Gobet	La décentralisation des politiques publiques : quel impact sur le processus d'intégration de la population étrangère au marché du travail ?	L. Athias G. Bonoli

Diplômé·e	Titre du mémoire	Dir. du mémoire Expert·e
Nicolas Gustincic	La création de Conseil de la magistrature en Suisse : une contribution à l'indépendance des juges ?	L. Mader Y. Emery
Thomas Humerose	Écoles et pédagogie spécialisées suite à la Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les Cantons	K. Nuspliger
Aurélié Jorge	Analyse descriptive de la prise en charge des requérants d'asile mineurs non accompagnés dans le canton de Genève. La task force de 2013 a-t-elle apporté un changement ?	A. Ladner O. Glassey
Kareem Khan	L'utilisation de la communication interne à des fins de management : le cas de l'Etat de Vaud	O. Glassey Y. Emery
Salih Kilic	Les usages de l'eupéanisation des politiques publiques du HDP en Turquie	A. Ladner F. Maiani
Morgane Krattinger	Départ des Baby-boomers dans le domaine médical : challenges et solutions	D. Giauque O. Glassey
Laurie Lacour	Gestion de la santé en entreprise (GSE) : quelle valeur ajoutée pour le secteur public ?	Y. Emery S. Anderfuhren-Biget
Elisabeth Lapraz	Initiative populaire fédérale «le droit suisse au lieu de juges étrangers (initiative pour l'autodétermination)»? Analyse critique du contenu de l'initiative et de ses conséquences juridico-politiques	L. Mader A.-C. Favre
Victor Legler	Dezentralisierung und Privatisierung in der Betreuung von Personen des Asylbereichs. Weist der Asylbereich gegenüber anderen Aufgabenfeldern Einzigartigkeit in Bezug auf die Externalisierung öffentlicher Dienstleistungen auf?	I. Stadelmann-Steffen
Veronika Litwan	Microinsurance : The Solution to Poverty ?	M. Jametti L. Athias
Alessandro Luppi	L'articulation de la politique criminelle de la Confédération autour des cas de 'Ndrangheta : quels sont les enjeux pour une politique antimafia suisse ?	H. Rayner B. Voutat
Victoire Margairaz	Analyse de la couverture médiatique d'un événement lié à la préservation de l'environnement. Le cas du projet Solar Impulse	M. Pasquier A. Ladner
Ana Mendonça	La prise en charge des mineurs non accompagnés : les pratiques suisses sont-elles compatibles avec le droit international et égalitaires au niveau national ?	K. Horber-Papazian G. Bonoli



Diplômé·e	Titre du mémoire	Dir. du mémoire Expert·e
Aline Mutuyemaliya	Les obstacles qui empêchent la sortie de l'aide sociale : une histoire racontée par les bénéficiaires	G. Bonoli Y. Emery
Aurélia Naoko Naef	Une direction stratégique ou opérationnelle ? Exemple de l'impact sur le climat de travail des collaborateurs des Ressources humaines au CHUV	D. Giauque Y. Emery
Philippe Nussbaum	Evaluation de la gouvernance d'un système d'information géographique	O. Glassey J.-L. Chappelet
Neslihan Özgür	Gestion des blocs opératoires : réflexion sur les temps opératoires et les conditions nécessaires au lancement d'un mandat en salle CESA A	O. Glassey A. Ladner
Vincent Perriard	Analyse comparative des choix organisationnels et des stratégies politiques des associations faïtières de communes des cantons de Berne, de Fribourg, de Genève et de Vaud	K. Horber-Papazian A. Mach
Laura Reymond-Joubin	Programme d'occupation et de formation ORS Service AG du canton de Fribourg : une analyse qualitative de la perception des requérants d'asile et des personnes admises à titre provisoire	G. Bonoli Y. Emery
Michael Rinaldi	La gouvernance publique dans l'organisation de mega-events : études de cas de l'implication des gouvernements dans les Jeux Olympiques d'été	J.-L. Chappelet E. Bayle
Manon Roethlisberger	La Conférence des Gouvernements Cantonaux : la réponse des cantons à la centralisation des compétences	A. Ladner M. Maggetti
Tindara Santarelli	Analyse de la gestion d'un projet de coopération au développement sous l'angle de la Gestion Axée sur les Résultats	O. Glassey D. Giauque
Coraline Schmuki	Valeurs et motivations au travail des enseignants vaudois	D. Giauque Y. Emery
Aurélie Schwarb	Diagnostic stratégique pour la fusion de l'Office d'application des peines et du Service de protection dans le canton de Neuchâtel	O. Glassey Y. Emery
Benoît Tabin	L'impact du droit européen sur le football : analyse de la jurisprudence de la CJUE et ses implications	F. Maiani J.-L. Chappelet
Lionel Walter	Biogaz agricole : enjeux territoriaux et politiques d'incitation	P. Knoepfel M. Buchs

Diplômé·e	Titre du mémoire	Dir. du mémoire Expert·e
Judith Wenger	Aufgabenüberprüfungen in den Schweizer Kantonen: Ursachen, Umsetzung und Auswirkungen	R. Steiner
Chloé Wiss	La gouvernance territoriale de l'activité éolienne : le projet Eoljoux analysé à partir de l'approche de l'Advocacy Coalition Framework	S. Nahrath P.-H. Bombenger
Carlo Zoppi	Possibilités et limites de l'utilisation des réseaux sociaux par les corps de police	M. Pasquier O. Glassey



Diplômé·e	Titre du mémoire	Jury
Karim Bounabe	Situation occupationnelle et frontaliérat dans le canton du Tessin	G. Bonoli N. Soguel S. Regli Greub
Kim-Benoît Carrasco	Gouvernance de la politique drogue dans les villes suisses	A. Ladner G. Bonoli O. Tosato
Vincent Delorme	Bénéficiaires d'aide sociale de longue durée : freins et ressources pour retrouver un emploi	G. Bonoli Y. Emery J.-L. Pierragi
Anne Dieu	Apports et limites des ententes intercantionales : le cas de l'enseignement des langues "étrangères" à l'école primaire	S. Nahrath A. Ladner O. Maradan
Alain Yaka Dondo	Explication de l'effort d'investissement des cantons suisses -- 1981 – 2013 --	N. Soguel L. Athias M.-J. Martin
Elham Firouzi	Impact des enquêtes PISA sur l'évolution des dépenses publiques en matière d'éducation	N. Soguel J.-M. Huguenin E. Tamone
Hakim Hadjeres	Quelles formes d'audit financier pour les fédérations sportives internationales ?	J.-L. Chappelet A. Ladner K. Grüter
Andy Kalusivikako	Le jeu des acteurs dans une situation conflictuelle. Une analyse de cas	M. Pasquier A. Ladner L. Koutaïssouf
Fabien Kohler	Estimation du seuil budgétaire à partir duquel une fusion de cantons devient acceptable	N. Soguel A. Ladner P.-A. Rumley
Jacqueline Kucera	Das Stimmverhalten der jungen Bevölkerung und die Kommunikation der Bundesverwaltung zu Volksabstimmungen der Altersvorsorge 2020	G. Bonoli M. Pasquier R. Camenzind
Ihsan Kurt	Comment développer une culture de la diversité dans une organisation à caractère social ? Etude, constats et recommandations sous l'angle de gestion de la diversité des cultures, des genres et des âges à Caritas Vaud	Y. Emery G. Bonoli L. Ebener
Stephanie Manoni	Le covoiturage : Implication de l'Etat et moyens d'intervention	M. Pasquier S. Nahrath F. Marthaler

Diplômé·e	Titre du mémoire	Jury
Eva Mazza Muschietti	Lebensbewältigung nach fürsorglichen Zwangsmassnahmen und Fremdplatzierungen : Eine vergleichende Analyse ausgewählter Autobiographien von Betroffenen im Lichte der Resilienzforschung	L. Mader G. Bonoli K. Hilber
Annika Norlin	Gender equality and diversity at the International Committee of the Red Cross	Y. Emery G. Bonoli N. Le Feuvre
Jean-Moïse Rochat	Enjeux et facteurs-clés de succès de la mise en place d'un système de pilotage pour l'Université de Lausanne	Y. Emery G. Bonoli L. Davis
Nathalie Schoeni	La gestion du loup en Suisse sous l'angle de la politique de la chasse	S. Nahrath A. Ladner M. Mettraux
Jürgen Tischmacher	Vorbereitungen auf begrenzt erweiterte Handlungsspielräume. Anpassungen am System zur Planung und Steuerung im Bundesamt für Gesundheit angesichts der Einführung des Neuen Führungsmodells für die Bundesverwaltung	M. Pasquier A. Ladner R. Stuber
Christiane Wermeille	Politiques publiques des sites pollués et des sols pollués. Analyse, problèmes de mise en œuvre et propositions d'amélioration	A. Ladner S. Nahrath R. Von Arx



Diplômé·e

Tatiana Amaudruz

Sarah Bertschi

Nadine Boucherin

Geneviève Freda Guéritault

Anne Joggi

Nathalie Lamarque

Julien Matthey

Bastienne Meyer

Bruno Wägli

Gregory Wandfluh

Pascal Wettenschwiler

Nicolas Wieser

Lorenzo De Santis

« La réceptivité culturelle des organisations du pouvoir judiciaire au management public - Perceptions et attentes des parties prenantes d'une "bonne justice" de première et seconde instance en Suisse, et implications managériales »

Jury de thèse : Prof. Yves Emery, Prof. Jean-Loup Chappelet, Prof. Etienne Poltier, Prof. Thierry Tanquerel

Ce travail de thèse évalue si les organisations, soit les tribunaux, qui composent l'institution judiciaire de première et seconde instance en Suisse sont ouvertes au management public et à ses valeurs et, si oui, à quel point. Notre terrain de recherche est principalement la Suisse romande mais nous incluons également le Tessin et deux cantons alémaniques, afin de déterminer si une différence culturelle se profile entre les diverses régions linguistiques du pays.

Pour répondre à notre question principale, nous définissons et analysons, à l'aide d'une méthode mixte, comprenant un aspect qualitatif et un autre quantitatif, la culture institutionnelle de la justice en Suisse. Afin d'appréhender au mieux cette culture, nous examinons les perceptions et les attentes des parties prenantes de l'institution à travers le concept de "bonne justice", celle-ci étant définie en termes de fonctionnement et non de contenu (jugements). Cette notion nous permet d'approximer la culture judiciaire car, lorsqu'un acteur définit les caractéristiques que devrait incorporer le dessein de l'organisation dans laquelle il travaille, il exprime en fait de manière sous-jacente les valeurs auxquelles il adhère et qui devraient selon lui être présentes et partagées par les parties prenantes de l'institution.

Pour ce faire, nous nous sommes tout d'abord entretenus avec les membres de la justice des cantons analysés. Nous avons interrogé des acteurs aux profils aussi variés que possible en termes d'expérience, de rôle, de hiérarchie etc. Au final, ce sont 80 entretiens semi-directifs qui ont été conduits avec des juges, des gestionnaires de tribunaux, des greffiers, des avocats, des procureurs, des journalistes spécialisés, des secrétaires et des politiciens. Les trois types de justice que connaît notre pays: administrative, pénale et civile, sont étudiés dans cette recherche.

En ce qui concerne la partie quantitative de notre étude, nous avons envoyé plus de 7000 questionnaires aux membres de la justice des cantons où ont été menés les entretiens qualitatifs. Nous avons aussi interrogé 1330 citoyens des cantons étudiés dans le but de définir de quelle manière ceux-ci perçoivent la justice de notre pays, afin de comparer leurs perceptions avec celles des acteurs de la justice helvétique.

Les données que nous avons ainsi récoltées ont engendré trois articles scientifiques autour desquels est axée cette thèse et dont les principaux résultats peuvent se résumer ainsi :

- Les caractéristiques de la "bonne justice", selon ses acteurs, se regroupent en huit facteurs dont les plus importants sont composés par les items classiques de la "bonne justice".
- Une certaine congruence entre les acteurs est présente, mais une surdétermination de la culture professionnelle est indéniable. Les juges ont des attentes moins élevées et des perceptions plus favorables que les autres acteurs, en particulier celles de la population.
- Au-delà du rôle de l'acteur à proprement parler (avocats, juges, et.), d'autres caractéristiques telles que le genre et les années d'expérience semblent avoir une influence.
- Les attentes les plus importantes portent sur les items liés au management, alors que les attentes traditionnelles de la justice sont quant à elles mieux comblées.



Julie Silberstein

« Identifications territoriales dans le cadre des fusions de communes : analyse des facteurs d'influence »

Jury de thèse : Prof. Nils Soguel, Prof. Andreas Ladner, Prof. Jean-Claude Usunier, Prof. François Hainard

Lors des débats publics qui précèdent les fusions, des craintes de pertes identitaires sont souvent évoquées. Toutefois, ces questions sont peu traitées dans la littérature sur les fusions. Nous avons donc étudié en profondeur les différents éléments mobilisés dans le discours identitaire, leur articulation et démontré que les constructions identitaires sont fortement influencées par le contexte (en l'occurrence la fusion) qui contribue à souder des groupes autour d'intérêts politiques et économiques particuliers.

Cette thèse est constituée de trois articles :

- Fusion de communes et discours identitaires : l'influence de l'imminence d'un vote populaire.

Cet article rend compte d'une analyse de discours d'entretiens menés dans les Franches-Montagnes (Jura). Nos résultats tendent à montrer que les intérêts particuliers (réels ou imaginaires) sont des enjeux de lutte enrobés dans un discours identitaire. Même si, au premier abord, opposants et partisans de la fusion semblent tous plus ou moins attachés à leur commune et font référence aux mêmes symboles, la manière dont ils les utilisent et le périmètre de référence géographique légitime diffère selon le positionnement face à la fusion.

- Le sentiment d'appartenance communale, une combinaison d'influences entre facteurs géographiques, sociaux et contextes politiques : le cas de quatre communes suisses.

Ici, ce sont trois groupes de variables (sociologique, politique et géographique) qui ont été testés et comparés dans le cadre de modèles statistiques basés sur une enquête menée auprès des 803 individus issus du Locle, de La Chaux-de-Fonds, de Vevey et de Montreux. De manière générale, le sentiment d'appartenir à sa commune est fort et va de pair avec le sentiment d'appartenir à d'autres niveaux territoriaux tels que la ville ou le canton. Les symboles communaux ainsi que le nom de sa commune tout particulièrement sont des vecteurs identitaires forts.

- Perte de bien-être dans le cadre de fusions et disposition à payer pour le nom de commune.

Cet article pose une valeur sur le nom de communes en recueillant la disposition à payer (DAP) des individus pour conserver leur nom en cas de fusion. Pour cela, nous avons exporté les techniques de l'évaluation contingente et créé un marché hypothétique mettant en scène une situation dans laquelle le citoyen doit proposer un certain montant qu'il serait prêt à payer pour éviter de perdre le nom de sa commune. L'enquête menée dans les villes du Locle, de La Chaux-de-Fonds, de Vevey et de Montreux donne une DAP individuelle moyenne située entre CHF 42 à la Chaux-de-Fonds et CHF 83 à Montreux. En multipliant ce résultat par le nombre d'habitant respectifs des communes, cela donne plus de 2 millions de francs suisses pour la commune de Montreux, plus de 1,5 pour La Chaux-de-Fonds, 0,9 pour Vevey et 0,6 pour Le Locle.

Damien Wirths

« Les bases légales de l'évaluation des politiques publiques : de leur identification à la compréhension de leurs raisons d'être »

Jury de thèse : Prof. Katia Horber-Papazian, Prof. Cédric Dupont, Prof. Luzius Mader, Prof. Etienne Poltier

Les résultats obtenus dans le cadre de cette recherche ont permis non seulement d'établir le premier état des lieux cantonal en matière de clauses d'évaluation, mais également d'apporter des éléments de réponses quant à leurs raisons d'être. Tout d'abord, le vide relatif à la connaissance de l'existence même des règles de droit, qui préfigurent à la réalisation de rapports d'évaluation, a été comblé au niveau des cantons. Désormais, on sait lesquels ont le plus développé ces normes, dans quels domaines, et selon quels modèles de formulation. On voit aussi que ces obligations légales ont souvent été introduites dans des cantons et des domaines dans lesquels une pratique évaluative s'était précédemment développée - que ce soit sous l'influence des métiers concernés (dans le domaine de la santé ou de l'éducation) ou de personnalités marquantes qui ont fortement plaidé en faveur de ces clauses (par exemple dans les cantons de Berne et de Genève).

Au niveau de la littérature, les clauses d'évaluation sont ainsi souvent considérées comme des moyens de dépolitiser les débats et permettant de rationaliser l'ensemble du processus législatif. Les résultats indiquent ainsi que les clauses d'évaluation apparaissent le plus souvent dès l'élaboration d'un projet de loi et que la grande majorité des arguments avancés par les administrations qui les proposent plaident en faveur d'un meilleur pilotage. On constate donc que les clauses d'évaluation représentent surtout un outil de l'administration orienté vers des besoins d'ajustement managériaux et que, la plupart du temps, elles ne représentent pas une remise en question politique de l'hypothèse d'intervention sous-jacente à la politique publique concernée. Pourtant, on observe aussi que des parlementaires proposent parfois des clauses d'évaluation et que leur introduction peut faire l'objet d'un agenda caché - voire d'une forte instrumentalisation (que ce soit pour faciliter l'adoption d'un texte de loi ou pour se doter, a posteriori, de munitions scientifiquement établies afin de prolonger le débat politique). Cet élément doit inciter les acteurs qui proposent ou mettent en œuvre ces clauses à questionner davantage les véritables intentions qui peuvent parfois se cacher derrière les apparences d'une "bonne pratique".

Au cours des trente dernières années, la Suisse s'est distinguée par ses efforts en vue de renforcer l'évaluation au fil du cycle des politiques publiques, à travers l'institutionnalisation de l'évaluation et la création de règles visant à guider ou à favoriser la pratique évaluative. Pourtant, l'observation de ce phénomène a souvent été réduite (y compris dans les travaux comparatifs sur le plan international) à l'institutionnalisation organisationnelle, qui concerne la mise en place de nouvelles organisations, tandis que l'institutionnalisation procédurale, consistant à recourir à des normes pour en réguler la pratique, avait rarement été prise en compte par la recherche – souvent faute de moyens méthodologiques. A ce titre, cette thèse offre non seulement des éléments de réponses empiriques, mais elle vient également apporter des perspectives prometteuses pour les travaux comparatifs portant sur l'institutionnalisation de l'évaluation grâce aux outils qu'elle a permis de développer (notamment pour réaliser l'inventaire des clauses et en dresser une typologie).



Raphaël Zumofen

« L'impact de l'accountability publique sur la performance organisationnelle - Le cas des mesures du marché du travail dans les cantons de Fribourg et Vaud »

Jury de thèse : Prof. Martial Pasquier, Prof. Andreas Ladner, Prof. Jean-Loup Chappelet, Dr. Solange Hernandez, Prof. Anne Drumaux

Rappel de la problématique :

Ma thèse s'est penchée, dans un premier temps, sur la redevabilité (accountability en anglais) des organisations publiques et sur son évolution récente. Dans un second temps, cette évolution a été confrontée à la performance organisationnelle de ces mêmes organisations publiques, pour savoir si elle avait un impact sur cette dernière. L'objectif final était donc d'identifier si le fait de rendre des comptes à de multiples acteurs influençait positivement ou négativement la performance organisationnelle.

Principaux résultats :

- Les répondants sont unanimes, quant au fait que les exigences de redevabilité ont évolué vers un renforcement des exigences des acteurs. Ce renforcement se traduit notamment par un contrôle accru de leurs activités
- Les redevabilités envers le mandant et les évaluateurs de qualité sont celles dont les exigences se sont renforcées de la manière la plus notoire
- Les relations de redevabilité avec les autres acteurs étudiés sont en retrait par rapport aux deux redevabilités susmentionnées et ne mobilisent les ressources organisationnelles que de manière exceptionnelle, ponctuelle ou rare
- Le lien entre la redevabilité et la performance existe, mais ne s'est pas révélé unidirectionnel. En effet, des effets contrastés, aussi bien positifs que négatifs, résultent du renforcement des exigences observé dans ce travail. Ce dernier a donc des impacts positifs, par moment et pour certains acteurs, et négatifs, dans d'autres cas pour d'autres acteurs. Ces effets se sont, dans l'ensemble, contrebalancés, pour offrir ce résultat d'une neutralité étonnante, mais concordante avec la littérature académique spécialisée dans le domaine

Apports théoriques et pratiques :

- D'un point de vue théorique, ce travail a permis de mettre en lumière le fait que la méthodologie adoptée pour étudier le lien entre redevabilité et performance n'était pas vraiment adaptée et qu'une approche plus quantitative et spécifique à chaque type d'accountability devait plutôt être utilisée
- Les classifications théoriques actuelles des acteurs ne répondent pas aux besoins pratiques des managers publics, qui les répartissent différemment, afin de traiter les requêtes de manière efficace et efficiente
- D'un point de vue pratique, la pression, mise sur les organisateurs de MMT, augmente d'année en année et pousse à s'interroger sur les ressources allouées à la reddition de comptes. De même, les indicateurs de performance choisis par le mandant se révèlent facilement manipulables et peu enclins à favoriser la réinsertion sur le long terme
- Des réflexions de fond sur la place et l'importance du contrôle, ainsi que sur l'autonomie de gestion des enveloppes budgétaires allouées aux organisateurs, doivent avoir lieu entre les différents acteurs, pour mener à des processus plus adaptés et enclins à favoriser la performance organisationnelle
- Une concertation doit également avoir lieu entre les différents acteurs, afin de supprimer la redondance des contrôles et viser à l'harmonisation et à la standardisation de ceux-ci, notamment au niveau financier, afin d'éviter des mobilisations de ressources inutiles

**Rejoignez dès à présent le
réseau des diplômé·e·s de
l'IDHEAP !**

ad  idheap

Informations et adhésion sur :
www.unil.ch/idheap/Alumni



IDHEAP

Institut de hautes études en administration publique
Université de Lausanne

Adresse postale : Bâtiment IDHEAP | CH-1015 Lausanne
Adresse physique : Rue de la Mouline 28 | 1022 Chavannes-près-Renens
Téléphone : +41 (0)21 692 68 00 | Fax : +41 (0)21 692 68 09
E-mail : idheap@unil.ch | www.unil.ch/idheap